



Conseil économique et social

Distr.générale
18 mars 2010
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire 2010
26 Mai-4 Juin 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008,
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil
économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général



Table des matières

	<i>Page</i>
1. Center for Studies on Turkey	3
2. Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants	4
3. Kuwait Information Technology Society	7
4. Narcotics Anonymous World Services	9
5. Qatar Charitable Society	12
6. World Resources Institute	14

1. Center for Studies on Turkey (Statut consultatif spécial accordé en 2001)

I. Introduction

Le Center for Studies on Turkey œuvre à promouvoir les relations germano-turques, la connaissance de la Turquie et des migrants turcs en Europe, à faire progresser la coopération entre la Turquie, l'Allemagne et d'autres pays européens et à appuyer la recherche et les relations publiques. Sa mission principale consiste à préparer et à évaluer des projets d'enquête, des commentaires et des rapports, ainsi que de tenir régulièrement des conférences et des congrès pour rendre compte de l'évolution scientifique et politique qui affecte la situation des travailleurs migrants en Allemagne et dans d'autres parties de l'Europe. Il se concentre sur les nombreuses questions et problèmes auxquels font face les travailleurs migrants ainsi que sur les relations économiques, culturelles et scientifiques entre l'Allemagne et la Turquie. L'assistance matérielle aux travailleurs migrants en Allemagne est en train de devenir une activité cruciale pour l'organisation. À ce jour, plus de 100 projets de recherche ont été entrepris au nom de diverses organisations d'État ou privées. D'autres thèmes sont abordés, tels que l'image de la Turquie en Allemagne, la situation des travailleurs migrants âgés et l'islam en Allemagne. Les travaux du Centre s'étendent maintenant à la promotion de réseaux migrants transeuropéens.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Le Centre a participé au forum de la société civile du Conseil économique et social en 2006 à Genève et a présenté un rapport sur le racisme et l'islamophobie.

B. Coopération avec des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées

En 2006, des délégués du Centre ont rendu visite à l'Organisation internationale du Travail (OIT) afin d'examiner l'insertion de citoyens non européens sur le marché du travail en Allemagne. Le Centre a mené une enquête sur la discrimination à l'égard des étrangers sur le marché du travail en Allemagne pour l'OIT en 1995; il a participé en qualité d'observateur à des audiences sur la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés à New York; et il a été réélu comme membre de la Commission allemande à l'UNESCO.

C. Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Le Centre a contribué à la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement en Europe et en Asie dans les domaines suivants.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Cible 3a : Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. Le Centre a contribué à un projet, financé par le programme Socrate de l'Union européenne, qui vise à développer et diffuser un ensemble d'outils destinés à aider les immigrants adultes à s'intégrer dans leurs pays d'accueil. Le projet portait surtout sur la participation des femmes à l'élaboration de cours auto-enseignés visant à limiter le risque de désintégration sociale d'immigrants de sexe féminin. Le Centre a évalué le projet.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 6b : D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida. En 2005, le Centre a conduit une étude innovante sur les activités de la société civile de la communauté turque en Allemagne. L'étude portait sur l'insertion de migrants dans le secteur de la santé, notamment en ce qui concerne le VIH/sida.

Cible 6c : Enrayer le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle. En 2006 et 2007, le Centre a effectué une étude sur les besoins spéciaux des migrants turcs atteints de diabète. La prévalence du diabète est largement au-dessus de la moyenne en Turquie et au sein de la communauté turque en Allemagne selon les chiffres fournis par l'Organisation mondiale de la Santé.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable.

Cible 7a : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales. En 2008, le Centre a réalisé une étude visant à sensibiliser la communauté turque aux questions de diversité biologique.

2. Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants (Statut consultatif spécial accordé en 1977)

I. Introduction

Les objectifs principaux de la Fédération sont les suivants : (a) promotion de valeurs positives universelles telles qu'elles sont décrites par la foi islamique, comme la défense des droits de l'homme, le combat contre la corruption, l'oppression en général et l'injustice, le renforcement du lien familial, l'aumône à ceux qui ont faim et l'aide aux orphelins et aux plus démunis; (b) diffuser le point de vue islamique modéré et combattre l'extrémisme religieux et la discrimination, notamment l'islamophobie; (c) unir ses efforts et servir de point de contact pour appuyer ces activités parmi la jeunesse et les associations d'étudiants d'horizons divers partout

dans le monde; (d) mettre des services et des ressources à la disposition d'organisations d'étudiants et de jeunes musulmans.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

La Fédération n'a cessé de représenter les organisations d'étudiants musulmans du monde aux manifestations des Nations Unies décrites ci-après, leur apportant ainsi l'esprit des Nations Unies et faisant entendre leur voix au forum des Nations Unies : (a) Conseil des droits de l'homme à Genève de septembre 2006 à mars 2008; (b) Commission des droits de l'homme à Genève en 2003, 2004 et 2005; (c) Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à Genève en 2003, 2004 et 2005; (d) réunions respectivement avec les ambassadeurs de la Jamahiriya arabe libyenne, de l'Australie et du Pérou en 2003, 2004 et 2006; (e) Commission de la condition de la femme à New York en mars 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007; (f) Commission du développement social à New York en février 2003, 2004, 2005, 2006 and 2007; (g) sessions de la Commission du développement durable à New York en 2003 and 2004; et (h) soixantième Conférence intitulée « Les changements climatiques : nous sommes tous concernés » du Département de l'information/des organisations non gouvernementales qui s'est tenue à New York en septembre 2007.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

La Fédération a participé activement à une série de manifestations. La Fédération était représentée à la réunion du European Forum of Muslim Women qui s'est tenu à Bruxelles en mars 2006, au cours de laquelle elle soutenait l'Objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Conjointement avec le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève : (a) en avril 2004, la Fédération a coparrainé un séminaire sur le terrorisme et sur des programmes de développement des droits de l'homme. Le séminaire soulignait la nécessité d'empêcher le détournement de combats légitimes pour l'autodétermination par des éléments radicaux qui prônent la violence comme instrument de contrainte politique; (b) en mars 2005, la Fédération a coparrainé un séminaire sur le terrorisme et l'autodétermination, au cours duquel elle a présenté un exposé sur la validité de l'autodétermination; (c) en août 2005, la Fédération a coparrainé un séminaire sur le viol utilisé comme arme de guerre, car elle considère que le viol est un crime odieux contre l'humanité, lié directement à l'Article 39 de la Charte des Nations Unies; (d) en mars 2007, la Fédération a coparrainé un séminaire sur les droits de l'homme, portant essentiellement sur l'impact de la guerre sur les non combattants, (e) en mars 2008, elle a coparrainé un séminaire sur la pertinence de l'autodétermination et de la mobilisation de la société

civile. Sa participation était alignée sur le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies.

Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Cible 16 : En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies permettant aux jeunes de trouver un travail décent et productif : un stage de formation sur la création d'activités pour les étudiants s'est tenu au Mali en novembre 2006 pour des organisations d'étudiants francophones venues de 11 pays. Un autre stage de formation a été organisé à Kuala Lumpur en février 2007 à l'intention de groupes d'étudiants asiatiques sur les capacités de direction des étudiants et les défis mondiaux. Un stage de formation s'est tenu au Soudan pour les dirigeants étudiants arabes en août 2008.

Activités d'appui aux principes mondiaux

Parmi les activités de résistance à la discrimination religieuse et à l'extrémisme on retient sa participation à : (a) une conférence sur l'islam modéré à Londres en mai 2006; (b) une conférence multiconfessionnelle (juive, musulmane et chrétienne) à l'Université islamique de Rotterdam, Pays-Bas en juin 2007, durant laquelle la Fédération a présenté un exposé sur le lien existant entre les droits de l'homme et la sécurité humaine; et (c) la Conférence Internationale sur l'islamophobie à Istanbul, Turquie en décembre 2007.

Activités d'appui faveur des droits de l'homme et de la lutte contre l'injustice mondiale : (a) une délégation de la Fédération a visité des camps de réfugiés au Darfour en décembre 2006 afin d'évaluer la situation des victimes de violence qui ne cesse d'empirer, et s'est entretenue avec des fonctionnaires du Gouvernement du Soudan; (b) la Fédération a conduit des entretiens avec les dirigeants et le peuple du Darfour afin d'exposer la réalité de la situation sur le terrain et a publié un rapport dans divers médias en août 2007; (c) elle a tenu une conférence de la jeunesse en août 2008 sur la situation au Darfour et sur la manière d'améliorer la qualité de vie du peuple du Darfour. Le conseiller du Président du Soudan a également accordé un entretien à la presse sur le thème du Darfour en août 2008.

Des communiqués de presse ont été publiés en : (a) novembre 2006, afin de soutenir le peuple somalien; (b) en avril 2007, sur la crise humanitaire en Somalie; (c) et en décembre 2006, sur l'enlèvement et les violations de la sécurité à l'égard d'étudiants égyptiens.

La Fédération a participé à la Conférence du Caire visant à appuyer la résistance et à lutter contre la mondialisation et l'impérialisme, en mars 2006, et à une session spéciale d'urgence de l'Assemblée générale consacrée au soutien du peuple libanais, en août 2006. Les sections de la Fédération ont célébré la Journée des droits de l'homme des Nations Unies à Kuala Lumpur, Islamabad et Londres le 10 décembre 2007.

3. Kuwait Information Technology Society (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

La Kuwait Information Technology Society est une organisation non gouvernementale basée au Koweït. Elle a été fondée le 7 mars 1982 avec pour objectif de renforcer et d'améliorer les activités des technologies de l'information et de la communication au niveau national. Ses objectifs sont les suivants : contribuer au développement scientifique et technique des applications de l'informatique, aussi bien au Koweït que dans le reste du monde; améliorer le niveau de spécialisation et des connaissances scientifiques des personnes qui travaillent dans le secteur de l'informatique; accroître la coopération et les échanges d'expertise entre informaticiens sur les diverses questions techniques, scientifiques et professionnelles; fournir des conseils aux particuliers, aux entreprises et aux sociétés et organismes publics dans le domaine de l'informatique.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation concentre sa contribution au travail des Nations Unies sur des domaines liés à la société de l'information et aux technologies de l'information et de la communication. Ses activités portent essentiellement sur trois domaines : (a) le Sommet mondial sur la société de l'information. Elle a commencé à s'intéresser au Sommet pendant la réunion préparatoire qui s'est tenue à Genève en février 2005. Sa participation s'est poursuivie au cours de la troisième réunion préparatoire et la deuxième phase du Sommet, qui s'est tenu en Tunisie en novembre 2005. Elle a rallié des organisations de la société civile et a participé à leurs activités visant à mettre à l'ordre du jour du Sommet des questions revêtant un caractère préoccupant pour la société civile. Elle a participé au Forum sur la gouvernance globale d'Internet, un groupe sur les libertés individuelles et la sécurité, ainsi qu'aux réunions plénières quotidiennes tenues par les organisations de la société civile. Elle a également participé à la rédaction de plusieurs interventions de la société civile; (b) au niveau national, la Société a participé à l'élaboration de la stratégie nationale pour la société de l'information, qui a été développée par un comité plurilatéral national. La stratégie avait été présentée au Sommet avant que celui-ci ne convoque sa deuxième phase.

La Kuwait Information Technology Society a participé au travail de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement (GAID) depuis sa création et reste convaincue de l'importance de sa mission. Elle s'intéresse tout particulièrement à combler le fossé numérique et à rendre accessible à tous les technologies de l'information et des communications. Elle a contribué au plan de travail de l'Alliance qui souligne la participation multipartite et l'importance de pratiques telles que l'apprentissage et la formation en ligne, qui rappelle l'importance de l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour promouvoir la sensibilisation à la santé, elle a proposé de travailler avec des fonds internationaux pour inclure les technologies de l'information et des communications (TIC) dans leurs programmes d'appui à

l'entrepreneuriat en ligne et a suggéré d'utiliser des TIC afin de promouvoir l'interaction entre le citoyen et le gouvernement dans le cadre de la gouvernance en ligne. L'organisation a participé à l'événement « L'ONU rencontre la Silicon Valley » organisé par l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications à San Francisco, Californie en février 2007. Elle a également participé à la conférence « The United Nations meets Web 2.0 and information and communication technologies entrepreneurs » qui s'est tenue au Siège des Nations Unies en mars 2008.

L'organisation a participé à la troisième rencontre du Conseil stratégique de l'Alliance, qui s'est réuni en mai 2008 à Kuala Lumpur. Dans son intervention, elle a souligné le rôle clé de catalyseur et de facilitateur joué par l'Alliance, qui met en relation les technologies de l'information et des communications avec le programme pour le développement. Elle a insisté sur la nécessité d'utiliser davantage les réseaux régionaux et a souligné l'importance d'organiser des réunions avec l'industrie des TIC. Un représentant de l'organisation a participé à un groupe sur le « Financement novateur des TIC pour le développement : les investissements en ressources humaines pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ».

Le Forum sur la gouvernance d'Internet a été créé par le Secrétaire général des Nations Unies sur la base du paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information, et constitue un dialogue multipartite ouvert ainsi qu'un processus ouvert et intégrateur. Quand le secrétariat du Forum, avant l'entame d'un processus consultatif ouvert à tous, a demandé à toutes les parties prenantes de proposer des thèmes liés au Forum, l'organisation en a proposé trois : la création d'un projet de base collectif sur la sécurité et la confidentialité, la promotion du multilinguisme tout en préservant la diversité culturelle, et le renforcement des capacités sur des questions liées à la gouvernance d'Internet.

Depuis, l'organisation a participé aux neuf sessions consultatives ouvertes du Forum, qui se sont tenues entre 2006 et 2008 à Genève. Lors de la première consultation ouverte, en février 2006, l'intervention de l'organisation a mis en évidence l'importance de créer un modèle de gouvernance collective d'Internet qui soit conforme aux principes du Sommet et acceptable par toutes les parties prenantes. L'organisation est intervenue à d'autres reprises dans les sessions consultatives ouvertes qui ont suivi.

L'organisation a participé à toutes les réunions du Forum qui se sont tenues entre 2006 et 2008, à Athènes, en 2006; Rio de Janeiro, Brésil, en 2007; et Hyderabad, Inde, en 2008. L'organisation a fusionné avec deux coalitions dynamiques créées pendant le Forum : la coalition dynamique sur la confidentialité et la coalition dynamique A2K@IGF. Au cours de la troisième réunion du Forum, à Hyderabad, l'organisation a organisé conjointement trois ateliers auxquels elle a participé.

L'organisation a également participé au groupe consultatif multipartite créé par le Secrétaire général. Elle a œuvré avec le groupe consultatif afin de garantir que les idées et les préoccupations de la société civile et des pays en développement soient étudiées pendant les réunions du Forum, et que les idées débattues au cours des sessions consultatives ouvertes soient prises en considération dans le processus du Forum. Elle a également contribué à l'organisation des réunions du Forum et à leur ordre du jour.

Au niveau national, elle a participé à un comité multipartite créé par la Central Agency for Information Technology afin d'établir un cadre national de gouvernance d'Internet.

4. Narcotics Anonymous World Services (Statut consultatif spécial accordé en 1997)

I. Introduction

Buts et objectifs : Créée en 1953, Narcotics Anonymous World Services est une organisation non gouvernementale mondiale basée sur une démarche de soutien mutuel et destinée à s'affranchir de l'addiction à toute forme de drogue. Le nom de l'organisation provient du sens général du mot « narcotique » qui définit l'ensemble des drogues. Au niveau mondial plus de 53 000 réunions de Narcotics Anonymous World Services ont lieu dans plus de 130 pays. Narcotics Anonymous World Services existe à l'échelle internationale (juillet 2009) mais est organisée au niveau local par des membres volontaires. L'organisation est financièrement autonome grâce aux contributions de ses membres et à la vente de brochures. Il n'existe aucun droit d'entrée ou de participation et le seul critère retenu pour l'adhésion est le désir d'arrêter l'usage de la drogue. Narcotics Anonymous World Services agit avec des individus et d'autres organisations afin d'aider les toxicomanes à se guérir et de diffuser des informations précises sur son programme. Elle vise à développer des relations de coopération qui bénéficient à la fois à Narcotics Anonymous World Services et aux organisations avec lesquelles elle fonctionne. Afin de se consacrer exclusivement à la guérison de la toxicomanie, Narcotics Anonymous World Services refuse toute affiliation ou adhésion à d'autres organisations ou programmes, et n'exprime aucune opinion en dehors de son champ d'activité. L'élément de la structure de base est le groupe Narcotics Anonymous World Services. Dans de nombreux pays où Narcotics Anonymous World Services est apparue relativement récemment, le groupe constitue le niveau unique de l'organisation. Dans un pays où un certain nombre de groupes se sont développés et stabilisés, les groupes élisent des délégués afin de constituer un comité d'action local. Dans certains pays, et notamment dans les grands pays ou ceux dans lesquels Narcotics Anonymous World Services est bien implantée, un certain nombre de comités locaux se sont réunis pour créer des comités d'action régionaux. La Conférence du Service International composée d'une assemblée internationale de délégués régionaux se réunit tous les deux ans pour fournir des directives au Comité International dont les membres sont choisis par ces délégués. Le Comité International traite les problèmes concernant l'ensemble de l'organisation. Chaque entité peut être assistée par le Bureau du Siège, c'est-à-dire le Bureau du Service International situé à Chatsworth, Californie, USA. Narcotics Anonymous World Services n'est pas un programme religieux, mais ses membres apprennent à aborder et à mettre en application dans leur vie certains principes spirituels tels que l'honnêteté, l'ouverture d'esprit et la bonne volonté. Ainsi, par leur participation active à un réseau de soutien mutuel, les membres établissent un programme progressif de guérison individuelle.

Financement : Pas de frais d'adhésion. Pas de changement majeur dans le statut financier ou le financement

Relations avec les organisations non gouvernementales : Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies; Comité de Vienne d'ONG sur les stupéfiants; Fédération internationale des organisations non gouvernementales; Fédération mondiale des communautés thérapeutiques; Institut Asie Pacifique des toxicomanies; Conférence des maires d'Europe contre la drogue; International Society of Addiction Medicine. Cité par deux fois lauréat de l'organisation non gouvernementale de l'année par le Gouvernement iranien.

Manifestations : Vingt-huitième Conférence sur le service international, Woodland Hills, Californie, États-Unis (2006); trente-deuxième Convention mondiale des Narcotics Anonymous World Services, San Antonio, Texas (2007); vingt-neuvième Conférence sur le service international, Woodland Hills (2008).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Afin de se consacrer uniquement à la guérison de la toxicomanie par ses membres, Narcotics Anonymous World Services ne peut s'affilier ni adhérer à aucun autre programme ou organisation, ni prendre position sur aucune question extérieure à son champ d'activité. En application de ces principes essentiels toute interaction directe avec les activités des Nations Unies est limitée; toutefois l'organisation a été très active pour s'ouvrir et se développer au niveau mondial. Les actions de développement ont permis aux représentants de Narcotics Anonymous World Services d'intervenir conjointement avec leurs communautés locales et de se concentrer sur leurs besoins spécifiques en matière de développement. Parmi ces actions :

Amérique latine : (a) Panama (juillet 2005) : une équipe mobile a participé au Forum de Narcotics Anonymous World Services pour la zone Amérique latine, elle y a animé des sessions sur le développement des infrastructures locales de la communauté ainsi que sur l'importance des relations publiques et de la planification des services. Le Forum était composé de membres provenant d'Argentine, de l'État plurinational de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, de la République dominicaine, de l'Équateur, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de Porto Rico, d'Espagne, d'Uruguay et de la République bolivarienne du Venezuela ; (b) Costa Rica juin 2006) : une équipe mobile a participé à cet atelier destiné à développer l'infrastructure de la communauté et le travail de Narcotics Anonymous World Services dans les secteurs de l'information publique, des institutions et des hôpitaux. Les participants venaient du Nicaragua, du Honduras et de la République dominicaine; (c) Brésil (octobre 2007) : une équipe mobile a participé au Forum annuel des Narcotiques anonymes pour la zone Amérique latine; (d) Honduras (février 2008) : atelier organisé par Narcotics Anonymous World Services. Des ateliers supplémentaires de suivi ont été prévus.

Afrique : Afrique du Sud (novembre 2008) : une équipe de l'organisation Narcotics Anonymous World Services et des membres du Comité international ont travaillé avec des membres locaux afin d'améliorer le développement de l'organisation en Afrique du Sud, et d'appuyer les efforts en cours visant à utiliser la base sud africaine pour venir en aide à d'autres pays sub-sahariens.

Moyen-Orient : Arabie Saoudite (septembre 2006) : cette intervention a permis un échange avec des membres participant aux activités de relation publique gouvernementale ainsi qu'un soutien au développement de la communauté.

Israël (septembre 2006) : une équipe mobile a participé à différents ateliers avec des membres locaux pour les aider à se développer et les conseiller sur le plan des relations publiques.

République islamique d'Iran (novembre 2006) : L'organisation Narcotics Anonymous World Services accompagnée de membres internationaux a effectué un voyage de trois semaines en République islamique d'Iran pour renforcer l'implantation du bureau local, assurer le suivi des questions juridiques d'enregistrement, organiser des ateliers de sensibilisation et aider les acteurs iraniens à l'établissement d'une communauté Narcotics Anonymous World Services pour les femmes en cours de guérison.

Émirats Arabes Unis, Conférence internationale sur la toxicomanie (mars 2008) : Des volontaires ont assisté à cette première conférence internationale dans les Emirats Arabes Unis.

Ateliers du Caire et du Moyen Orient (avril 2008) : l'organisation et l'équipe mobile du Comité international de Narcotics Anonymous World Services ont participé à un atelier au Caire pour étudier la mise en œuvre du service local, en particulier les questions liées au développement de la communauté, aux relations publiques et aux problèmes d'infrastructure. Des représentants d'Oman, du Liban, de Jordanie, des Émirats Arabes Unis, de Bahreïn, d'Arabie Saoudite, d'Égypte, de Turquie et de la République islamique d'Iran se sont réunis pour évoquer les problèmes communs au Moyen Orient.

Asie/Pacifique : (a) Thaïlande (février 2006) : L'organisation Narcotics Anonymous World Services a participé à la réunion du Forum annuel pour l'Asie et le Pacifique. (b) République de Corée (avril 2006) : une manifestation commune pour l'ouverture entre le Japon et la République de Corée a été principalement consacrée aux relations publiques et à l'information publique (Narcotics Anonymous World Services ont facilité la tenue de ces ateliers); (c) Inde (septembre 2006) : Des représentants de l'organisation Narcotics Anonymous World Services ont assisté à un atelier et à une convention du service régional à Bangalore et ont facilité un atelier sur l'infrastructure à Delhi; (d) Népal (mars 2007) : Narcotics Anonymous World Services a participé au Forum annuel pour la zone Asie/Pacifique; des ateliers ont également été organisés en plusieurs lieux du Népal; (e) Fédération de Russie (juin 2007) : Les représentants de l'organisation Narcotics Anonymous World Services ont dirigé des sessions sur les relations publiques efficaces ainsi que sur la fourniture de moyens de traitement et de services fiables sur une large étendue géographique pour une population recouvrant 11 fuseaux horaires; Inde (septembre 2007) : Cet ensemble d'ateliers a rassemblé des membres en provenance de toutes les régions de l'Inde ainsi que des pays avoisinants et des États Unis; (g) Kuala Lumpur (mars 2008) : Narcotics Anonymous World Services a participé au Forum annuel pour la zone Asie Pacifique.

5. Qatar Charitable Society (Statut consultatif spécial accordé en 1997)

I. Introduction

L'organisation Qatar Charitable Society est basée à Doha et est présente dans plus de trente pays, avec des bureaux régionaux dans dix pays. Sa mission consiste à aider les groupes les plus démunis à parvenir à la dignité humaine et la justice sociale en collaboration avec les partenaires locaux. Ses valeurs essentielles sont la coopération avec les communautés locales et les partenaires internationaux, en honorant la dignité humaine, la crédibilité, le professionnalisme, l'originalité, l'innovation et la qualité. Elle est signataire du Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales lors des opérations de secours en cas de catastrophe, et l'appuie. L'organisation Qatar Charitable Society s'efforce également de respecter les Normes Minimales pour les interventions lors de catastrophes dans le cadre du projet Sphère. Ses activités portent essentiellement sur le secours et les services caritatifs, les interventions d'urgence et le développement, le combat contre les causes profondes de la pauvreté, l'élargissement de l'accès à l'éducation, une amélioration notable de l'eau et de l'accès à celle-ci, l'assainissement et la santé, le renforcement des failles et l'assistance aux femmes et aux orphelins, ainsi que sur des projets d'appui culturels et saisonniers.

L'organisation Qatar Charitable Society a effectué un recentrage important de ses programmes qui va résulter en une approche intégrée des programmes visant à répondre aux objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'à sa mission et à sa vision. En outre, l'organisation a considérablement amélioré sa coopération et son partenariat avec les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales de développement, comme il est décrit dans les paragraphes suivants.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Les réunions et les conférences auxquelles participent Qatar Charitable Society comprennent : (a) des consultations annuelles d'organisations non gouvernementales et la cinquante-septième session du Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève; (b) le forum humanitaire d'intervention commune, qui s'est tenu à Istanbul en mai 2006.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain

2005 : L'organisation Qatar Charitable Society a mis en œuvre avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) un projet portant sur des campagnes d'éducation en matière de santé pour les familles vulnérables au Pakistan.

2006 : (a) S'est associée à l'Organisation internationale des migrations afin de porter assistance aux personnes déplacées au Liban et aux travailleurs migrants revenant du Liban au Bangladesh; (b) a contribué à l'amélioration de l'eau et des installations d'assainissement en collaboration avec le bureau de l'UNICEF au Pakistan.

2007 : Amélioration de l'accès à l'éducation et à la nutrition au Soudan oriental en partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM).

2008 : (a) Amélioration de l'infrastructure éducative et du système d'approvisionnement en eau dans les territoires palestiniens occupés, avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA); (b) a participé conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au projet « Somali agri-productive livelihoods and enterprises project »; (c) la mise en œuvre du projet « Food for Education, sanitation and health extension » avec le PAM, l'UNICEF et le Gouvernement soudanais; (d) a conclu un partenariat et un accord de financement avec le Programme des Nations Unies pour le Développement dans les territoires palestiniens occupés pour le programme d'autonomisation économique du PNUD destiné aux familles démunies; (e) partenariat et financement pour les organismes des Nations Unies, dont le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'UNRWA, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat pour les activités de secours et de reconstruction à Gaza (les accords de financement ont été signés en 2009).

C. Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

Des activités ont été conduites en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne, dans les États baltes, ainsi qu'en Europe méridionale.

Objectif 1, Cible 3 : Sous la vaste catégorie de la pauvreté et de la lutte contre la faim, notamment chez les femmes et les enfants, l'organisation Qatar Charitable Society a mis en œuvre plus de 85 projets qui viennent en aide à plus de 140 000 personnes, et qui portent notamment sur l'alimentation des enfants, la fourniture d'abris, et le soutien aux orphelins, aux femmes et aux familles. En outre, les programmes ont également aidé des institutions à vocation éducative et sanitaire.

Cible 2 : Grâce à des programmes pour stimuler les moyens de subsistance, la création de revenus et la microentreprise, l'organisation Qatar Charitable Society a aidé plus de 14 000 personnes à augmenter leur revenu et à trouver un emploi.

Objectif 2, Cible 1 : Les programmes de l'organisation Qatar Charitable Society ont contribué à élargir l'accès à l'éducation en parrainant des étudiants et en construisant des écoles, ainsi qu'en fournissant un appui technique, notamment par le biais d'une formation qui s'adresse à 250 000 bénéficiaires.

Objectif 4 et 5 (indirect) : En construisant des dispensaires, en fournissant des médicaments et une formation, l'organisation Qatar Charitable Society a appuyé indirectement les objectifs 4 et 5, et plus de 26 000 personnes en ont bénéficié.

Objectif 7, Cible 3 : L'organisation a mis en œuvre plus de 4 000 projets portant sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, dont ont bénéficié plus de 500 000 personnes et qui ont conduit à un accès élargi à l'eau potable et à des structures d'assainissement élémentaires.

6. World Resources Institute (Statut consultatif général accordé en 1989)

I. Introduction

L'organisation World Resources Institute (WRI) est centre d'étude et de recherche sur l'environnement qui, en plus d'activités de recherche, s'efforce de trouver des moyens pratiques de protéger la terre et d'améliorer les conditions de vie de ses habitants. Son but est de s'assurer que la communauté humaine vive de manière à protéger l'environnement naturel et sa capacité à subvenir aux besoins et aspirations des générations présentes et futures. Le travail de l'Institut est organisé autour de quatre objectifs essentiels : (a) les hommes et les écosystèmes : enrayer la rapide dégradation des écosystèmes et s'assurer de leur capacité à fournir aux hommes les biens et les services nécessaires; (b) gouvernance : autonomiser les individus et soutenir les institutions pour encourager des prises de décision pertinentes sur le plan environnemental et socialement équitables; (c) protection du climat : protéger le système climatique mondial des dangers occasionnés par les émissions de gaz à effet de serre, et aider l'humanité et la nature à s'adapter aux inévitables changements de climat; et (c) marchés et entreprises : mettre les marchés et l'entreprise au service de l'expansion économique.

Un cinquième objectif - l'excellence institutionnelle - soutient et renforce la capacité de l'Institut à obtenir des résultats. De 2005 à 2008, de nombreux changements d'organisation sont intervenus et ont eu un impact important sur son travail. Une agence a été ouverte en Chine afin de mieux contrôler l'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, la qualité de l'eau, de promouvoir la création de petites et moyennes entreprises, et l'agence de la République Démocratique du Congo a été renforcée afin d'appuyer la surveillance de la forêt.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

(a) Vingt-deuxième session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, mai 2005, Bonn, Allemagne; (b) onzième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques/vingt-troisième session des organes subsidiaires et première Conférence des Parties

agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto sur les changements climatiques, Montréal, Canada; (c) vingt-quatrième session des organes subsidiaires sur les politiques des États-Unis régissant les gaz à effet de serre, Bonn; (d) douzième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques /vingt-cinquième session des organes subsidiaires et deuxième Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, novembre 2006, Nairobi; (e) vingt-sixième session des organes subsidiaires et troisième session du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto, mai 2007, Bonn; (f) Commission du développement durable des Nations Unies, avril 2007, New York; (g) conférence de Vienne sur les changements climatiques, août 2007, Vienne; (h) Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques/vingt-septième session des organes subsidiaires, décembre 2007, Bali; (i) conférence de Bangkok sur les changements climatiques, mars et avril 2008, Bangkok, Thaïlande; (j) conférence de Bonn sur les changements climatiques/vingt-huitième session des organes subsidiaires, juin 2008, Bonn; (k) conférence d'Accra sur les changements climatiques, août 2008, Accra; (l) quatorzième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques/vingt-neuvième session des organes subsidiaires, décembre 2008, Poznan, Pologne; pendant la période de 2005 à 2008, deux représentants du World Resources Institute ont conseillé la FAO sur le développement de l'évaluation des ressources forestières, à Rome et à Santiago; ont participé à des réunions du Forum des Nations Unies sur les forêts, ont fourni un avis aux Nations Unies et à la FAO sur la Conférence ministérielle consacrée aux législations et à la gouvernance dans le domaine des forêts pour l'Europe et l'Asie du Nord, Fédération de Russie, juin 2005; (n) pendant la période de 2005 à 2008, deux représentants de l'organisation World Resources Institute ont participé à des réunions du comité consultatif de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation, Amérique du Nord, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Washington DC.

B. Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

L'organisation World Resources Institute a poursuivi ses activités conjointement avec le PNUE, le PNUD et d'autres organisations dans le but de promouvoir les conclusions de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, de distribuer de la documentation, et de développer et mettre en œuvre une stratégie de suivi. De même, conjointement avec le PNUE, le PNUD et la Banque mondiale, l'Institut a préparé, distribué et fait la promotion de deux éditions du *World Resources — The Wealth of the Poor: Managing Ecosystems to Fight Poverty (La richesse des pauvres : la gestion des écosystèmes pour lutter contre la pauvreté)* et *Roots of Resilience: Growing the Wealth of the Poor (Les racines de la résilience : Cultiver la richesse des pauvres)*.

C. Activités répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation World Resources Institute, en collaboration avec le PNUE, a appuyé le développement de l'organisation non gouvernementale panafricaine le Réseau de

gestion coopérative de l'information environnementale en Afrique, qui a mis en lumière l'utilisation d'informations géospatiales répondant aux objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également collaboré avec le PNUE afin de diffuser ses activités sur The Access Initiative (TAI), qui est un réseau mondial d'organisations de la société civile destiné à faciliter l'accès à l'information, à la participation publique, et à la justice dans les prises de décision qui ont des implications sur l'environnement, pour appuyer l'objectif du Millénaire pour le développement 7.
